



Distr.
GENERALE
A/3615
15 juillet 1957
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Douzième session

REVISION DES METHODES DE VERIFICATION DES COMPTES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPECIALISEES

Quatrième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires à l'Assemblée générale (douzième session)

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport (A/3584) présenté par le Secrétaire général, conformément à la résolution 971 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955, sur la revision des méthodes de vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.
2. Aux termes de la résolution 971 (X), le Secrétaire général était prié :
 - "a) D'examiner avec le Comité des commissaires aux comptes et les directeurs des institutions spécialisées, en même temps qu'avec leurs vérificateurs extérieurs, la possibilité de mettre au point un système commun de vérification des comptes qui répondrait à ces besoins et auquel les institutions spécialisées seraient prêtes à participer;
 - b) De présenter, en temps voulu pour que l'Assemblée générale puisse prendre une décision définitive à sa douzième session, un rapport dans lequel il rendrait compte des résultats obtenus au cours de ces échanges de vues et recommanderait les mesures à prendre en soumettant des propositions détaillées sur toute modification envisagée et en faisant connaître les observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires."
3. Le Secrétaire général déclare que les chefs des secrétariats des institutions spécialisées ont indiqué que celles-ci continuent à juger satisfaisantes leurs méthodes actuelles de vérification des comptes ainsi que la coordination générale assurée par le Groupe commun des vérificateurs entre la vérification extérieure des comptes de l'Organisation des Nations Unies et celle des institutions spécialisées. Le Comité des commissaires aux comptes est également d'avis que, pour l'instant, les arrangements en vigueur pour la vérification des comptes sont satisfaisants.

4. En ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies, le système actuellement appliqué n'a présenté qu'un seul inconvénient majeur : le nombre des Etats Membres dont le territoire se trouve à une distance raisonnable du Siège et qui sont en mesure de fournir chaque année pour une période d'environ dix semaines l'important personnel technique nécessaire à la vérification des comptes est assez limité. On a craint que cette circonstance ne tende à faire peser, de façon continue, une charge disproportionnée sur un nombre relativement restreint d'Etats Membres et ainsi à limiter l'usage que l'on peut faire des moyens de chaque pays.
5. En fait, c'est dans une large mesure cette possibilité de difficulté à trouver du personnel pour la vérification détaillée des comptes de l'Organisation des Nations Unies qui avait incité le Secrétaire général à proposer, dans un rapport présenté à l'Assemblée générale à sa dixième session (A/2974)^{1/}, une modification des méthodes de vérification. Ce problème a toutefois été résolu par la nomination du Vérificateur général des comptes des Pays-Bas, qui a fourni le personnel technique nécessaire. En conséquence, le Secrétaire général recommande maintenant (A/3584) de n'envisager de modifier les méthodes de vérification des comptes que dans le cas où des circonstances nouvelles imposeraient l'abandon du système actuel.
6. Le Comité consultatif partage l'opinion du Secrétaire général : tant que les circonstances n'exigeront pas l'adoption d'une ligne de conduite différente, l'Organisation des Nations Unies devra conserver le système de vérification extérieure des comptes appliqué avec succès depuis 1946.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, Dixième session, Annexes, point 43 de l'ordre du jour.